
"Agrandir le cercle de la civilisation": le débat sur les conséquences de la Révolution américaine

Author(s): Marc Belissa

Reviewed work(s):

Source: *Revue d'histoire moderne et contemporaine* (1954-), T. 46e, No. 3 (Jul. - Sep., 1999), pp. 532-544

Published by: [Societe d'Histoire Moderne et Contemporaine](#)

Stable URL: <http://www.jstor.org/stable/20530468>

Accessed: 06/10/2012 09:44

Your use of the JSTOR archive indicates your acceptance of the Terms & Conditions of Use, available at

<http://www.jstor.org/page/info/about/policies/terms.jsp>

JSTOR is a not-for-profit service that helps scholars, researchers, and students discover, use, and build upon a wide range of content in a trusted digital archive. We use information technology and tools to increase productivity and facilitate new forms of scholarship. For more information about JSTOR, please contact support@jstor.org.



Societe d'Histoire Moderne et Contemporaine is collaborating with JSTOR to digitize, preserve and extend access to *Revue d'histoire moderne et contemporaine* (1954-).

« AGRANDIR LE CERCLE DE LA CIVILISATION » : LE DÉBAT SUR LES CONSÉQUENCES DE LA RÉVOLUTION AMÉRICAINE

« The circle of civilization is yet incomplete. Mutual wants have formed the individuals of each country into a kind of national society, and here the progress has stopped ».

Thomas PAINE, *Letter to the abbé Raynal*.

Le débat transatlantique sur les conséquences de la Révolution américaine

La Révolution américaine « ouvre une nouvelle perspective dans les affaires humaines et marque le début d'une ère nouvelle dans l'histoire de l'humanité »¹. C'est en ces termes que Richard Price définit en 1785 la nature du bouleversement politique provoqué par la guerre d'Indépendance des Treize Colonies. La première des révolutions du dernier quart du XVIII^e siècle est pensée d'emblée par l'opinion patriote comme un changement radical pour tous les peuples. Avant même la victoire définitive sur la Grande-Bretagne, s'engage un débat sur les conséquences de ce séisme politique. Tout ce que l'Europe et l'Amérique comptent d'auteurs éclairés y participent. Denis Lacorne a rappelé dans plusieurs de ses ouvrages les conditions matérielles et intellectuelles de ce « commerce atlantique des idées »². « Ce qui frappe, dit-il, c'est la densité et la qualité des informations disponibles ». Les textes se répondent les uns aux autres avec une rapidité étonnante, grâce à un réseau de traducteurs et d'éditeurs des deux côtés de l'Atlantique. La presse, les almanachs, les encyclopédies contribuent à faire connaître l'Amérique au public européen. Dès 1778, Vergennes autorise, non sans réticence, la traduction et la publication des constitutions des États d'Amérique, dans le journal semi-officiel auquel participe Benjamin Franklin, *Les Affaires d'Angleterre et d'Amérique*³. La diversité des solutions institutionnelles américaines et la quantité des problèmes politiques posés par ces textes suscitent

1. R. PRICE, « Observations on the importance of the American Revolution », Londres (1785) dans *Political Writings*, Cambridge, 1991, p. 116.

2. D. LACORNE, *L'invention de la République, le modèle américain*, Paris, 1991, p. 12 et suivantes. « Essai sur le commerce atlantique des idées républicaines », dans *Les politiques du mimétisme institutionnel*, dir. par Y. MÉNY, Paris, 1992, p. 39-60.

3. *Affaires de l'Angleterre et de l'Amérique (1776-1779)*, B.N. Nc 2366, on trouve également quelques numéros dans la série AD imprimés des Archives Nationales (AD XV, 31a).

alors force polémiques de 1778 à 1789. Jefferson, Adams et Franklin entrent en lice pour promouvoir l'image de l'Amérique en France. A Londres, Price publie un texte au titre évocateur : *Observations sur l'importance de la Révolution américaine*. Du côté français, on retrouve entre autres Turgot (qui répond à Price), Mably, Brissot, Clavière, Condorcet, Dupont de Nemours et Desmeuniers. Pour ne prendre qu'un exemple de la manière dont ces textes se répondent et s'interrogent, citons le cas de *L'examen du gouvernement d'Angleterre comparé aux constitutions des États-Unis par un cultivateur du New Jersey*, qui est une réponse d'un certain Stevens (agrémentée de notes de Dupont de Nemours et de Turgot) au texte d'Adams lui-même intitulé *Défense des constitutions américaines... en réponse à la lettre de M. Turgot au Docteur Price*, et qui vise surtout les *Observations...* de Mably !

Des deux côtés de l'Atlantique, on conçoit le « politique » à partir des mêmes références historiques et théoriques. Les œuvres de Locke, de Montesquieu, de Vattel, de Burlamaqui ou de Pufendorf sont connues de tous. Des *best-sellers* comme le livre de De Lolme ont également contribué en France à la compréhension des mécanismes politiques anglais. Les révolutionnaires américains et leurs interlocuteurs européens se placent dans la continuité du débat des Lumières sur la politique de puissance. Ce débat engagé sur le terrain constitutionnel aborde en fait l'ensemble du devenir social de l'Amérique et de ses relations avec le monde. La question des relations entre les peuples qui occupe une place importante dans ce débat, a rarement été étudiée jusqu'ici, c'est plutôt le problème de l'influence de la Révolution américaine sur les Révolutions européennes qui a été à l'honneur⁴. Pourtant, les Américains ont pleinement conscience de leur « mission » universelle. Jefferson parle d'un *devoir* politique de l'Amérique à l'égard des peuples d'Europe⁵. L'exemplarité de la Révolution américaine n'est pas seulement une incitation à la reconquête des droits des nations, c'est aussi une invitation à transformer pratiquement le droit des gens existant et à encourager des relations entre les peuples s'appuyant sur la réciprocité et l'égalité : c'est un encouragement à « agrandir le cercle de la civilisation »⁶.

Une nouvelle ère pour l'humanité ?

La conviction que la Révolution américaine ouvre une nouvelle ère politique n'est sans doute nulle part mieux exprimée que dans le titre du sermon prononcé par Price en 1787 : *The evidence for a future period of improvement in the State of Mankind*⁷. Selon le dirigeant radical, la Révolution d'Amérique n'a pas seulement transformé le rapport des forces entre les

4. Le débat politique sur les relations entre les peuples au XVIII^e siècle est l'objet de ma thèse de doctorat : *La cosmopolitique du droit des gens (1713-1795). Fraternité universelle et Intérêt national au siècle des Lumières et pendant la Révolution française*, Université Paris I, sous la direction du professeur Jean-Paul Bertaud, 1995. Cette thèse a été publiée sous une forme abrégée, *Fraternité Universelle et Intérêt national. Les cosmopolitiques du droit des gens*, Paris, Kymé, 1998.

5. Lettre à Hopkinson du 13 mars 1789 dans Th. JEFFERSON, *Writings*, New York, 1894, tome V, p. 75-78.

6. Cette expression est utilisée par Thomas PAINE dans sa « Letter to the abbé Raynal », *Writings*, New York, 1894, tome II, p. 67-131.

7. R. PRICE, « The evidence for a future period of improvement in the State of Mankind », dans *Political Writings*, *op. cit.*

puissances, mais elle a aussi bouleversé l'état politique de l'humanité. La victoire des Insurgents est pensée comme le début d'un mouvement mondial de reconquête des droits de l'homme. La Révolution américaine se répand en Europe en provoquant l'émancipation des Provinces-Unies (Price fait référence à l'émergence du mouvement patriote batave⁸). « L'étincelle de la liberté » ne risque pas de s'éteindre de sitôt et doit se communiquer rapidement à bien d'autres nations. Grâce à ce choc, l'humanité sort de l'adolescence pour entrer de plain-pied dans l'âge adulte ; le monde ne peut que s'améliorer, car « Reason, as well as tradition and revelation, lead us to expect that a more improved and happy state of human affairs will take place »⁹. L'opinion de Price n'est pas isolée, on retrouve cet optimisme « raisonné » chez les Américains comme chez les Français. Pour Thomas Paine, la cause de l'Amérique « est dans une grande mesure celle de l'humanité tout entière »¹⁰, il critique d'ailleurs l'abbé Raynal qui ne voit dans la guerre d'Indépendance qu'un conflit local entre une colonie et sa métropole¹¹.

En France, l'auteur des *Révolutions de l'Amérique* proposa, en 1787, un concours académique sur la question : « La découverte du nouveau monde a-t-elle été un bonheur ou un malheur pour l'Europe ? ». La plupart des discours répondirent selon les formes rhétoriques classiques, qu'elle avait d'abord été une catastrophe car l'évangélisation forcée, les massacres des Indiens et l'esclavage des Noirs en étaient les conséquences les plus visibles ; mais que la Révolution américaine apportait la rédemption : le continent qui avait subi tant de crimes de la part des Européens, leur renvoyait la liberté¹². Dans un long poème publié en 1787 intitulé *The Vision of Columbus*, Joël Barlow, offrait une vision épique de l'Amérique donnant l'exemple aux nations. La nouvelle ère politique devait tendre à la réalisation *pratique* de la paix universelle. Le livre sept de ce poème, qui connut un grand succès lors de sa parution (Louis XVI fut l'un des souscripteurs les plus généreux), décrit les effets de la Révolution américaine sur les relations entre les peuples :

Their powers, their interests and their passions blend ;
Adorn their manners, social virtues spread,
Enlarge their compacts and extend their trade,
(commerce) triumphs o'er the rage of war. (peace will reign supreme)
No More the noble patriotic mind
To narrow views and local laws confined,
« Gainst neighbouring lands directs the public rage ; [...]
But lifts a larger thought, and reaches far,
Beyond the power, beyond the wish of war ;
For realms and ages forms the general aims
Makes patriot views and moral virtues the same,
See with prophetic eye in peace combined,
The strength and happiness of human-kind »¹³.

8. A ce sujet, voir S. SCHAMA, *Patriots and Liberators. Revolution in the Netherlands 1780-1813*, New York, 1977.

9. *Idem*, p. 117, « La raison, mais aussi la tradition et la foi, nous portent à croire qu'un état meilleur et plus heureux des affaires humaines va se mettre en place » (notre traduction).

10. Th. PAINE, *Common Sense*, rééd. Penguin classics, 1986, p. 63.

11. Th. PAINE, « Letter to the abbé Raynal », *op. cit.*

12. G. SOLOVIEFF, « Les relations franco-américaines entre 1775 et 1880 », dans *A.H.R.F.*, 1983, p. 114-129.

13. S. BERNSTEIN, *Joël Barlow, a Connecticut Yankee in an Age of Revolution*, New York, 1985, p. 37-38 : « Leurs pouvoirs, leurs intérêts et leurs passions se mêlent/leurs mœurs s'améliorent, les

La cause de la liberté est indivisible car le genre humain est un tout. L'onde de choc de la Révolution américaine doit se faire sentir dans le monde entier. Condorcet précise sa portée dans sa réponse au concours de Raynal publiée en 1787¹⁴. Le « bonheur public », nous dit Condorcet, dépend de causes internes (le respect des droits naturels) et externes (la paix et la « correspondance » entre les peuples). Les peuples sont interdépendants : « le bonheur d'un peuple, loin de s'accroître par le malheur et l'affaiblissement de ses voisins, doit augmenter, au contraire, par la prospérité des autres peuples »¹⁵. Mais notre auteur ne limite pas cette interdépendance à la chaîne des besoins *économiques* réciproques, elle inclut également les autres « moyens du bonheur public » que sont les droits naturels des hommes et des peuples. La liberté de l'Amérique revêt donc une importance décisive pour « les opinions et la législation de l'Europe »¹⁶. Elle prouve la possibilité *pratique* d'appliquer les droits de l'homme. Par l'exposition « simple et sublime » des droits, la déclaration d'indépendance donne un *exemple* à « l'homme ignorant ou faible », elle permet à tous les peuples de les reconquérir car « le spectacle d'un grand peuple où les droits de l'homme sont respectés est utile à tous les autres »¹⁷. Ainsi, la liberté totale de la presse existant dans les Treize colonies démontre qu'elle n'est dangereuse que pour les fanatiques. L'Amérique, devenue un asile pour les Européens, devient d'autre part un frein objectif à la politique des despotes qui courent le risque de voir émigrer leurs sujets. La simplicité du gouvernement américain réduit à néant les faiseurs de systèmes institutionnels complexes : les Américains donnent l'exemple d'un peuple « soumis avec docilité aux lois militaires comme aux lois civiles »¹⁸. Mably fait l'éloge de la Révolution américaine qui a posé les bases constitutives de la société civile¹⁹. Elle dépasse la Révolution hollandaise des Gueux qui n'ont pu échapper au joug d'un nouveau maître (le Stadhouder). Elle marque ainsi une rupture dans l'approche de la politique : elle devient une *chose publique* tandis que dans toute l'Europe, elle est encore « privée », puisqu'on y regarde les citoyens comme « les bestiaux d'une ferme qu'on gouverne pour l'avantage du propriétaire »²⁰. L'exemple de l'Amérique contribue donc à construire l'espace public universel. La paix est l'élément capital de ces nouveaux rapports de civilité ; la Révolution de l'Amérique, par l'avancée politique qu'elle réalise, permet de consacrer la paix comme le socle sur lequel s'élèvent ces rapports. Elle rend possible la

vertus sociales se répandent/leurs contrats se multiplient et leur commerce s'accroît/[le commerce] triomphe de la fureur guerrière (la paix règnera sur l'univers)/Le noble esprit patriotique, libéré des vues étroites et des lois particulières/ne dirigera plus la fureur publique contre des terres voisines/mais nous élèvera vers des pensées plus grandes et plus élevées/au-delà du pouvoir et du désir de guerre,/Il [l'esprit patriotique] formera le dessein des royaumes et des règnes/et rend identique les idées patriotiques et les vertus sociales/Voyez ! Voyez avec un œil prophétique/la force et le bonheur de l'humanité enfin unis dans la paix ».

14. CONDORCET, *De l'influence de la Révolution de l'Amérique sur l'Europe*, Paris, 1787.

15. *Ibid.*, p. 9.

16. *Ibid.*, chapitre 1.

17. *Ibid.*, p. 11.

18. *Ibid.*, p. 19.

19. G.-B. MABLY, « Observations sur le gouvernement et les lois des États-Unis d'Amérique », dans *Œuvres complètes*, Paris, an III, tome VIII, Introduction de Mably.

20. *Ibid.*, p. 340.

conservation de l'harmonie entre les peuples. Ainsi, l'institution du Congrès continental apparaît à Mably et à Condorcet comme la réalisation d'un nouveau type « d'amphictyonie » à l'image des Cantons suisses. Si la paix est à la fois, la condition et la conséquence de la création de l'espace public entre les nations, le lien civil entre les sociétés au sein de cet espace politique est le droit des gens. Il est désormais possible, ajoute Condorcet, de concevoir pratiquement l'établissement d'un tribunal « chargé de juger, au nom de toutes les nations, les différends qui peuvent s'élever entre elles, sur la remise des criminels, sur l'exécution des lois de commerce, les saisies de vaisseaux étrangers, les violations de territoires, l'interprétation des traités, les successions, etc. »²¹. La paix perpétuelle de l'abbé de Saint-Pierre n'est pas une chimère mais un horizon éthique. Elle est encore loin d'être réalisable, mais il faut promouvoir tout pas en avant dans sa direction. Une institution telle que cette amphictyonie américaine pourrait d'abord établir un « code de droit public », ainsi qu'un code du droit de la guerre pour les nations belligérantes et les neutres. Ces mesures pratiques favoriseraient « l'état de paix entre les nations », et atténueraient « ces germes de haine et cette humeur d'un peuple contre un autre, qui dispose à la guerre et en fait saisir tous les prétextes »²². La « philosophie en action » des Américains est plus efficace que les condamnations des philosophes européens : les écrivains, comme Voltaire, qui se sont élevés contre « l'absurdité de la guerre », ont à peine réussi à « adoucir la fureur martiale » ; tandis qu'en Amérique, c'est l'opinion de tout un peuple « humain et paisible » qui flétrit « toute idée de guerre entreprise par ambition, par le désir de la conquête »²³. La « nouvelle amphictyonie » contribue à transformer les mœurs et aide à substituer la fraternité aux « haines nationales » et à « l'ambition » (qui sont l'expression de « l'incivilité » entre les nations). L'union des Treize colonies, réalisée dans la guerre contre l'Angleterre, permet ainsi, selon Mably, de préserver les Américains « de cette malheureuse ambition, qui porte tous les peuples à regarder leurs voisins comme leurs ennemis »²⁴. La République américaine se distingue avantageusement du contre-modèle des Républiques antiques, dont les vertus étaient défigurées par les préjugés guerriers et un droit des gens « barbare ». Pour Condorcet, les Américains améliorent *pratiquement* le modèle amphictyonique. La supériorité de la République américaine sur les Républiques grecques est son caractère pacifique et non-conquérant. Par l'exemple de leurs vertus pacifiques, les Américains contribuent à détruire les préjugés féroces de l'Honneur et le goût de la gloire militaire.

Une péripétie dangereuse pour l'Europe ?

L'optimisme des intervenants précédents n'est toutefois pas unanime. Quelques voix discordantes s'élèvent et se demandent si les Treize colonies, une fois indépendantes, ne vont pas tout simplement reproduire les vices européens dans le Nouveau monde. Linguet est, dès le début de la guerre américaine, très critique vis-à-vis des Insurgents. La guerre d'Indépendance,

21. CONDORCET, *op. cit.*, p. 22.

22. *Idem.*

23. *Ibid.*, p. 27.

24. MABLY, *op. cit.*, p. 445.

faite au nom de la philosophie, ne profitera qu'aux chefs. Le peuple n'a rien à gagner d'un changement de propriétaire : que lui importe si ce maître est Georges III ou les gros marchands d'esclaves ? Les morts de cette guerre ne gagneront rien à conquérir la « liberté philosophique » pour de nouveaux despotes²⁵. Les Américains ont d'ailleurs peut-être intérêt à rester sous l'autorité de la Couronne d'Angleterre, car, en cas de victoire, ils tomberaient sous le joug d'une nouvelle aristocratie, comme cela a été le cas dans les Provinces-Unies. Linguet trace un tableau apocalyptique de l'avenir de l'Amérique future, dans laquelle les immigrants européens mourront de faim, faute de terres. Si les États-Unis ne sombrent pas dans la misère, alors ils deviendront les maîtres des destinées de l'Europe. Les Américains prendront la place des Anglais et essaieront, comme eux, de s'emparer de l'empire des mers pour ruiner le commerce de l'Ancien monde²⁶. Quelle que soit l'issue finale, Linguet est persuadé que la guerre d'Amérique va bouleverser l'avenir des rapports entre l'Europe et le reste du monde, car il est évident que si une puissance américaine se constitue, elle balayera tôt ou tard la domination coloniale européenne. Linguet se moque de la politique espagnole, qui ne voit pas le mauvais exemple qu'elle donne à ses propres colonies, car « l'écusson des treize provinces » ne manquera pas d'absorber « le sceptre de Pizarre et Cortès ». Malgré ces prévisions pessimistes, Linguet modifie quelque peu son attitude au fur et à mesure du déroulement du conflit. Sans le vouloir, les Américains risquent d'améliorer le sort du Vieux monde en accélérant l'émancipation des colonies européennes : « J'ai cru et dit, en commençant ces Annales, que la Révolution de l'Amérique, et la séparation absolue de cette moitié du globe, pourrait amener l'humiliation de l'autre. Peut-être n'en est-il rien. Peut-être deviendrons-nous beaucoup plus libres nous-mêmes en Europe, en brisant les fers de toutes nos colonies »²⁷. On ne peut s'empêcher, dit-il un peu plus tard, d'éprouver un sentiment de fraternité pour les Américains. Ce n'est pas que leur cause soit particulièrement juste ; l'invasion de la Pologne était bien plus injuste que la politique anglaise en Amérique, et personne ne s'en est ému ; mais, sans qu'ils en aient forcément conscience, les Américains font le procès de toutes les puissances d'Europe, et pas seulement de l'Angleterre, et c'est cela qui motive ce sentiment d'espérance²⁸.

Le débat sur le commerce extérieur et la politique étrangère de la République américaine

Les « projets de développement » sont au centre du débat philosophique des Lumières, ils posent tout à la fois la question des politiques économiques, celle des institutions et des « mœurs » et celle de la nature des relations entre

25. On sait que Linguet, en tant que grand manieur de paradoxes, défend contre les « Encyclopédistes » (*sic !*) l'idée qu'une monarchie patriarcale qui nourrit son peuple est une forme de gouvernement bien plus légitime, qu'une aristocratie dans laquelle la seule liberté populaire est celle d'avoir faim et de mourir pour défendre des « libertés » dont le peuple n'aura jamais le loisir de jouir.

26. LINGUET, *Annales politiques, civiles et littéraires...*, vol. 1, « Réflexions préliminaires » (mars 1777).

27. *Idem*, vol. 3 (décembre 1777), p. 293.

28. *Idem*, vol. 3 (février 1778), p. 311.

les peuples²⁹. C'est pourquoi à travers le débat sur les institutions de gouvernement, c'est le devenir social des États-Unis qui est en jeu car, comme le remarquent Mably et Price, les institutions et la diplomatie d'un peuple commerçant sont nécessairement différentes de celles d'un peuple de cultivateurs. La place du commerce extérieur dans la stratégie américaine, les effets de « l'esprit de commerce » sur le républicanisme, la politique extérieure qu'il détermine sont au cœur du débat transatlantique. L'Amérique doit-elle se fixer pour objectif la construction d'une puissance commerciale à l'image de la Grande-Bretagne, ou doit-elle se tourner vers le défrichage de l'intérieur du Continent et élaborer un développement différent ? L'enjeu est de taille. En imitant l'Angleterre, l'Amérique est susceptible de renoncer à sa mission « d'avant-garde » de la construction de la civilité universelle et elle risque de devenir, elle aussi, une puissance, c'est-à-dire un despote des nations. L'exemplarité de l'Amérique lui impose le devoir de se comporter différemment de ces pays qui, après leurs Révolutions, n'ont cherché que leur enrichissement égoïste aux dépens des autres peuples (les Provinces-Unies et surtout la Grande-Bretagne) ; car l'égalité et la réciprocité au sein de « l'espace public », c'est aussi refuser « l'esprit de monopole » qui confisque les moyens de l'abondance universelle au profit de quelques-uns. Pour sortir de ce dilemme, faut-il s'ouvrir largement à l'influence européenne et au marché transatlantique, ou au contraire éviter le plus possible les contacts commerciaux ? Mais, rétorque-t-on, ces craintes sont-elle bien fondées ? Le commerce n'est-il pas au contraire le moyen par excellence de la civilité et de la correspondance entre les nations ? Les lumières ne s'étendent-elles pas lorsque l'ignorance de l'Autre recule ? Les discussions sur la nature fondamentalement contradictoire de « l'esprit de commerce » et du « luxe » réapparaissent avec force dans le débat transatlantique.

Le danger de dégénérescence du républicanisme et des mœurs

Mably essaie de dépasser la contradiction entre commerce civilisateur et commerce corrompateur en décrivant un *processus* historique réel de dégénérescence politique. Il met en garde les Américains contre les conséquences de l'esprit de commerce sur leur républicanisme. Quand il oppose les vertus antiques aux passions modernes, il ne s'agit pas seulement, comme on l'a trop souvent écrit, d'un regret « utopique » et « réactionnaire » de l'âge d'or. La « corruption des mœurs » est l'effet d'une organisation sociale radicalement différente des sociétés antiques : elle est le fruit de l'inégalité. Même s'il le regrette, il ne croit pas un seul instant à la possibilité pratique d'une République spartiate moderne : « il y a longtemps que la politique de l'Europe, fondée sur l'argent et le commerce, a fait disparaître les vertus antiques »³⁰. On ne peut donc pas construire un gouvernement en faisant abstraction de l'inégalité sociale, des préjugés aristocratiques transmis à l'Amérique par la Grande-Bretagne, et de l'esprit de commerce de la nation (comme veut le faire, selon lui, l'État de Pennsylvanie). Promettre la « démocratie entière »

29. Voir ma *Cosmopolitique du droit des gens*, *op. cit.*, vol. 1, chapitre « Économie politique et droit des gens ».

30. MABLY, *op. cit.*, p. 357.

dans une société déjà divisée, c'est semer des germes de discorde pour l'avenir : c'est faire croire que la division des citoyens ne peut avoir de répercussions sur le gouvernement³¹. Les lois doivent s'appuyer sur les « mœurs »³². Or, dans une nation commerçante, les riches ne manqueraient pas d'utiliser la démocratie pour « former un ordre à part ». Pour utiliser un langage plus proche du nôtre, Mably craint, qu'à vouloir une démocratie directe dans une société socialement divisée, les institutions des États-Unis ne dégénèrent en une ploutocratie. Il regrette par exemple qu'aucune constitution américaine n'ait fixé de limites à l'avarice et aux progrès du commerce, car « si nous regardons le commerce comme l'objet et la fin d'un état florissant, il faut, dès ce moment, renoncer à tous les principes d'une bonne politique, ou nous attendre qu'après les avoir établis, ils seront bientôt renversés »³³. L'exemple de Florence montre comment l'esprit de lucre conduit les Républiques commerçantes et urbaines à l'aristocratie sans limites, puis au despotisme d'un ambitieux. L'Amérique doit en tirer les enseignements, et absolument rejeter l'objectif de la construction d'une puissance commerciale à l'image de la Grande-Bretagne, si elle veut conserver ses mœurs et son républicanisme. Bannir la politique de puissance et la corruption, c'est aussi en refuser les moyens : l'exemple de l'Angleterre inspire Price quand il conseille aux Américains d'éviter les calamités de la dette publique et de la banque nationale. Mably raille les philosophes qui regardent « l'or comme le nerf de la guerre, de la paix, et l'objet de la plus profonde politique », et « ces politiques à argent » qui se réjouissent de l'abaissement du commerce anglais et ne manquent pas de prédire aux Américains la « plus grande prospérité »³⁴. Une prospérité illusoire qui ne peut se construire que dans la compétition de puissance entre les peuples et entre les citoyens eux-mêmes. Une prospérité fragile, car celle qui repose sur le commerce ne peut « donner à un peuple qu'une puissance passagère et momentanée ». Cette richesse trompeuse provoque une transformation de l'attitude vis-à-vis des autres peuples. La fraternité disparaît, le « préjugé national » réapparaît :

Dans les moments d'opulence dont on a joui, on s'est enivré de sa prospérité, on s'est fait des idées chimériques de sa puissance ; on méprise ses voisins parce qu'ils sont moins riches [...] Soit ambition, vanité, ignorance, qualités qui s'associent merveilleusement, on forme, sans qu'on s'en aperçoive, des entreprises au-dessus de ses forces³⁵.

La nation est alors entraînée dans le cercle vicieux de la dette publique et du crédit fictif qui accentue la corruption à l'intérieur. Bientôt, ce crédit est considéré comme la richesse même, mais « vaine ressource ! La richesse imaginaire des banques disparaît, et l'on songe enfin à ranimer le commerce

31. Rappelons ici que le terme « démocratie entière » exclut l'idée de démocratie représentative et signifie une démocratie directe plus ou moins copiée de l'Antiquité.

32. Le lien entre le gouvernement, les lois, l'organisation sociale et le type de relations entre les peuples que ces catégories déterminent est un topique des Lumières. L'article « mœurs » de *l'Encyclopédie* en est l'exemple : « action libre des hommes, naturelles ou acquises, bonnes ou mauvaises susceptibles de règles et de direction. Leur variété chez les divers peuples du monde dépend du climat, de la religion, des lois, du gouvernement, des besoins, de l'éducation, des manières et des exemples ».

33. G.-B. MABLY, *op. cit.*, p. 393.

34. *Idem*, p. 438-439.

35. *Ibid.*, p. 444-445.

par la voie des armes, sans prévoir que la guerre absorbera plus de richesses que n'en peut procurer le commerce le plus heureux »³⁶. L'enrichissement des commerçants enclenche alors le mécanisme du renforcement des inégalités sociales. Les villes étendent leurs liens économiques réciproques et très vite la deuxième ou la troisième génération de commerçants veut se distinguer du peuple. La démocratie laisse alors la place à une « aristocratie des riches ». Cette dégénérescence rencontre inévitablement des résistances populaires qui provoquent le déchirement de la patrie. Enfin, la politique de puissance produit nécessairement les perversions de la « politique européenne » :

Ayant nos vices, vous aurez bientôt notre politique [...] l'avarice est une passion impérieuse et sottise. Elle vous persuadera qu'il faut faire la guerre pour augmenter vos richesses : vous aurez une Carthage commerçante et guerrière à la fois, et son ambition, entée sur l'avarice, voudra dominer sur ces voisins, et les traiter en sujets [...] Vous aurez notre politique trompeuse de l'équilibre ; les traités ne conserveront aucune autorité ; toutes les alliances seront incertaines et flottantes³⁷.

La diplomatie « machiavélique », le « système de l'équilibre » européen sont les expressions de « l'ambition entée sur l'avarice ». Le genre humain est déchiré par la compétition entre les États. Les relations de droit entre les hommes sont dissoutes, l'immoralité triomphe.

En jouant les Cassandre, Mably veut surtout tempérer l'optimisme des Américains et les inciter à la vigilance³⁸. Les constitutions de l'Amérique l'inquiètent. Malgré l'expérience négative de l'Angleterre, les États-Unis n'ont pris aucune précaution pour empêcher la dégénérescence. Pire, la constitution du Massachussets encourage les entreprises commerciales !

Le commerce extérieur et « la nature des choses »

Comme la plupart des observateurs, Brissot a abordé ce débat par les textes constitutionnels. Il a d'ailleurs traduit la constitution de Pennsylvanie dans sa *Bibliothèque du Législateur*. En collaboration avec Clavière, il entreprend la rédaction d'un ouvrage pour encourager le commerce entre la France et les États-Unis³⁹. Sa position est intéressante, car s'il partage avec Mably l'idée que le commerce extérieur est potentiellement corrupteur, il en tire des conclusions radicalement différentes. Son analyse se veut plus économique que sociale. Sa définition du commerce, « un échange de pro-

36. *Ibid.*, p. 445.

37. *Ibid.*, p. 483-484.

38. Mably n'est pas seul à penser ainsi. Diderot lance lui aussi un appel aux Américains : « Peuples de l'Amérique septentrionale, que l'exemple de toutes les nations qui vous ont précédés, et surtout celui de la mère patrie vous instruisse. Craignez l'affluence de l'or qui apporte le luxe et la corruption des mœurs, le mépris des lois ; craignez une trop inégale répartition des richesses qui montre un nombre de citoyens opulents et une multitude de citoyens dans la misère ; d'où naît l'insolence des uns et l'avilissement des autres. Garantisiez-vous de l'esprit de conquête. La tranquillité de l'Empire diminue à mesure qu'il s'étend. Ayez des armes pour vous défendre, pas pour attaquer », DIDEROT, *Œuvres politiques*, R. Laffont, Paris, 1995, p. 722.

39. J.-P. BRISSOT et E. CLAVIÈRE, *De la France et des États-Unis ou de l'importance de la Révolution de l'Amérique pour le bonheur de la France*, Londres, 1787, in 8°, 344 p. Sur les circonstances de la rédaction de cet ouvrage, voir J. PORTES, « Jacques-Pierre Brissot et les États-Unis », dans E. MARIENSTRAS (dir.), *La France et l'Amérique ; deux Révolutions*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1990, p. 53-69.

ductions »⁴⁰, est d'ailleurs singulièrement restrictive : les nations qui doivent commercer ensemble sont celles que la nature a désignées par la correspondance de leurs besoins. Brissot réduit la civilité à l'échange de marchandises. Chez lui, peu d'illusions sur le « doux commerce ». C'est l'échange de marchandises qui est le moyen « naturel » de la sociabilité. Pour Brissot, les effets du commerce sur la société diffèrent selon leur degré de « civilisation ». Or, la France et les États-Unis ont des structures sociales totalement dissemblables. La France est un vieux pays dans lequel il existe une « masse misérable concentrée dans l'unique objet des manufactures » du fait de l'extrême inégalité des propriétés. Les États-Unis ont une population « resserrée » et des terres en abondance. On y manque de bras pour l'agriculture. Il précise qu'en France, les misérables sont obligés, à cause de leur grand nombre, de vendre leur travail pour un prix toujours plus bas. Grâce à cette surpopulation relative, il est donc facile pour la France de parvenir au « meilleur prix » sur le marché mondial. Ce bas prix n'est l'indice ni d'une grande prospérité, ni d'une organisation sociale harmonieuse, mais le stade de la manufacture est *inéluçtable*, et les nations commerçantes sont bien obligées de rechercher ce bas prix pour l'intérêt du commerce extérieur. Les bénéfices qui en résultent ne compensent pas les défauts de l'organisation sociale. On peut le regretter, mais on ne peut s'en émanciper. Le luxe et l'inégalité sont des « maux nécessaires ». Tout doit céder à la *nature des choses*. Brissot considère la surpopulation ouvrière relative et le bas prix comme une donnée physique : c'est une loi économique « scientifique ». Comme chez les « Économistes », le politique est déterminé par l'économique, force autonome de la morale sociale :

La force des choses ! voilà la loi physique qui dirige tout dans la politique comme dans la physique. Elle est une force générale dont l'action est manifeste, et qui, malgré les guerres, les traités, les manèges des cabinets, règle tous les événements, entraîne les hommes et les nations dans son cours⁴¹.

Les relations entre les peuples, la diplomatie et la guerre sont surdéterminées par la loi physique de l'économie sur laquelle les gouvernements sont sans prises. Brissot considère que le processus de paupérisation est achevé dans l'ouest de l'Europe et que la société doit s'adapter à la dure loi économique. Sous des apparences plus « réalistes », c'est là une conception de l'économie sociale beaucoup plus *pessimiste* que celle de Mably qui ne renonce pas à enrayer le processus de développement des inégalités. Ainsi, plutôt que d'essayer de développer la demande intérieure des articles de commodités, Brissot préconise le commerce d'exportation :

La perfection des fabriques tient à la demande, et la demande à la faculté de payer. Or, puisque le peuple français n'a pas cette faculté, cherchez-la dans l'étranger, attirez les demandes étrangères pour les manufactures françaises⁴².

Le commerce extérieur est donc vital pour la France. De l'autre côté de l'Atlantique, les Américains ont des besoins de commodités et de luxe

40. *Idem*, p. 1.

41. J.-P. BRISSOT et E. CLAVIÈRE, *op. cit.*, p. 10.

42. *Idem*, p. 43-44.

auxquels ils ne peuvent pas renoncer. La population des États-Unis va s'accroître par le flot des immigrants qui amènent avec eux les besoins et les goûts européens. Les manufactures n'étant pas encore suffisamment développées, les États-Unis ne peuvent, avant longtemps, satisfaire ces besoins, d'autant que les salaires élevés rendent les produits américains beaucoup plus chers que les produits européens. Les Américains doivent donc renoncer, au moins provisoirement, à l'idée de produire ce dont ils ont besoin pour recourir au commerce extérieur. Ne pouvant obtenir le « meilleur prix » pour leurs produits sur le marché, les États-Unis doivent s'en remettre au commerce d'importation, et laisser la France leur fournir les produits de commodité et de luxe dont ils ne peuvent se passer.

Solutions, mises en garde

Quelles solutions, quelles politiques de développement Mably, Price, Brissot et Condorcet proposent-ils aux Américains ? Mably n'est pas dupe, il sait bien que la République idéale de Platon, qui fuit les rivages et les rivières, est trop austère pour être réalisable⁴³. Avant de tenter de contrôler le processus de dégradation des mœurs (et notamment la progression de l'inégalité sociale), il convient d'abord de le comprendre. L'exemple des Provinces-Unies doit être médité : elles ont cessé d'être une vraie patrie du jour où les marchands hollandais se sont enrichis⁴⁴. Après la paix d'Utrecht, la menace de Louis XIV s'estompant, les riches se sont emparés de la société. Les États-Unis, qui ne sont menacés par aucune puissance européenne, risquent de connaître le même sort beaucoup plus rapidement. Il faut donc essayer d'enrayer ce processus par des lois sur les mœurs. Price encourage les Américains à taxer lourdement les produits d'importation et à se tourner résolument vers le défrichage de l'intérieur du continent. Mably ajoute qu'il est indispensable de donner au Congrès continental la possibilité de légiférer sur le commerce et d'intervenir pour limiter l'esprit de lucre⁴⁵. L'autorité de l'amphictyonie doit être renforcée pour l'autoriser à être juge de tous les conflits entre les Américains. Il est nécessaire, d'autre part, d'encourager toutes les manifestations patriotiques propres à épurer les mœurs. Mably conseille au Congrès d'adopter un programme de fêtes civiques pour rappeler les vertus de l'égalité et flétrir l'avarice. Il faut constamment se remettre en mémoire les combats communs contre le despotisme de l'Angleterre pour cimenter l'unité du peuple. Enfin, le Congrès doit protéger les droits de tous, par des lois qui limitent les passions des riches et préviennent les « fureurs » des pauvres, pour qu'aucun citoyen ne soit exclu de la nation. Quelle politique extérieure faut-il promouvoir ? Les États-Unis n'étant pas entourés de voisins puissants, ils n'ont besoin ni d'une armée ni d'une marine de guerre permanente. Price leur conseille d'éviter le plus possible les contacts diplomatiques pour éviter d'être mêlés aux querelles de l'Europe et d'être infectés par le machiavélisme européen. Mably exhorte les Américains à repousser toute tentation d'avoir eux-mêmes des colonies. Brissot n'est pas moins virulent

43. G.-B. MABLY, *op. cit.*, lettre n° 4.

44. *Idem*, p. 457 et suivantes.

45. *Ibid.*, p. 466 et suivantes.

que Mably et Price pour dénoncer le caractère corrompé des manufactures, du commerce et du luxe, mais il considère que tout doit céder à la loi économique. On ne peut pas entraver le penchant naturel des hommes à acquérir de plus en plus de commodités :

C'est à regret que nous écrivons cette vérité de fait en philosophes ; mais elle nous paraît être démontrée en politique, personne ne désirerait plus que nous, de voir les États-Unis s'isoler de tout l'univers, d'y retrouver l'austérité du régime des spartiates, sans son principe meurtrier d'esprit militaire, ce serait le chef-d'œuvre de la politique, malheureusement ce chef-d'œuvre ne peut être qu'un rêve⁴⁶.

Brissot fait un mauvais procès à Mably, qui ne cesse pourtant d'affirmer l'impossibilité d'une République « spartiate » aux États-Unis. En revanche, Mably propose bien de contrôler le développement du luxe et de contenir « l'avarice » dans des limites définies par la loi, alors que Brissot se soumet à la « force des choses », « aux passions ». Comme il le dit un peu plus loin : « il vaut mieux avoir des manufactures peuplées d'ouvriers dégradés, que les forêts de bandits, c'est un moindre mal »⁴⁷. La seule politique admissible est de ne pas réglementer. Brissot renonce non seulement à légiférer sur la protection des droits des plus pauvres, mais aussi à une politique de développement fondée sur la hausse du niveau de vie et de la circulation commerciale intérieure.

Condorcet estime au contraire que le développement du commerce des États-Unis ne produit pas inéluctablement une compétition accrue⁴⁸. Il peut aussi bien signifier une augmentation de la prospérité pour tout le monde. En terrassant l'Angleterre, les États-Unis ont déjà mis à mal l'esprit de monopole anglais. La « troisième force » américaine va consacrer une sorte de système d'équilibre commercial dans l'Atlantique. Les colonies européennes vont passer, tôt ou tard, dans l'orbite économique américaine, permettant ainsi une croissance du commerce qualitativement différente, parce que les besoins et les produits échangés augmenteront de concert. Les Américains doivent donc engager une politique commerciale visant à restreindre les monopoles : leur seule revendication doit être la liberté du trafic avec les établissements européens des Antilles.

Deux approches fondamentalement différentes se manifestent donc dans ce débat. Pour la première, les États-Unis doivent s'insérer dans un marché mondial au sein duquel leur place est marquée d'avance par la *nature des choses*. Les conséquences du développement du commerce extérieur seront de toute façon néfastes pour le républicanisme américain, mais le luxe est un mal nécessaire et rien ne peut s'y opposer. On peut, à la rigueur, tenter de le retarder ou d'en modifier la profondeur, mais pas le contrôler. Les États-Unis s'aligneront, tôt ou tard, sur la politique européenne en devenant une puissance commerciale. Ce point de vue est celui de Brissot, et vraisemblablement, celui des admirateurs du modèle de développement à l'anglaise. La seconde approche — celle de Mably — assigne une mission morale aux États-Unis : ils doivent servir d'exemple au reste du monde en encourageant la construction du droit entre les peuples et en maîtrisant le processus de

46. J.-P. BRISSOT et E. CLAVIÈRE, *op. cit.*, p. 54.

47. *Idem*, p. 58.

48. CONDORCET, *op. cit.*, p. 25-26.

construction de l'inégalité. Des États-Unis véritablement républicains éviteront de s'engager comme les despotes dans la « politique à argent », c'est-à-dire la construction d'une puissance despotique, coloniale et ploutocratique. Condorcet participe des deux approches, bien qu'il se situe sans doute plus près de Brissot quant à la place des États-Unis dans le marché mondial. Les vertus des Américains serviront de modèle au monde, grâce à elles, le droit des gens, en particulier dans le domaine maritime et dans celui des droits des neutres, connaîtra des progrès effectifs.

**

Quels que soient les points de vue, tous les commentateurs sont d'accord pour souligner l'immense influence de la Révolution américaine sur les relations entre les peuples. Elle inaugure une ère nouvelle (de progrès pour Condorcet, de troubles pour Linguet) et marque peut-être le passage à une période dans laquelle le « commerce » (au sens général du terme) entre les hommes contribuera réellement à l'extension de la civilité universelle. Avec la victoire des Insurgents, la société civile des nations progresse, et avec elle, la possibilité d'organiser des relations fondées sur le droit des gens. Pour les plus pessimistes comme Mably, les dangers qui menacent les États-Unis sont ceux que l'avarice et l'ambition font courir aux peuples commerçants qui se libèrent d'une tutelle extérieure. Les optimistes voient dans les États-Unis la formation d'une nouvelle puissance pacifique qui bouleverse les données du marché mondial. L'une des solutions admises par Mably et Price contre le danger de dégénérescence du républicanisme est précisément celle qui va faire l'objet du débat constitutionnel qui s'ouvre en 1787 : le renforcement de l'amphyctionie, c'est-à-dire la mise en place d'un gouvernement fédéral. Les idées développées par les commentateurs français et anglais se retrouvent dans les clivages idéologiques entre fédéralistes et anti-fédéralistes. En effet, parmi les arguments anti-fédéralistes contre le gouvernement central figure en bonne place la peur que les États-Unis ne finissent pas construire une puissance oppressive à l'image de l'Angleterre. Inversement, on retrouve chez Hamilton les assurances de Brissot et de Condorcet sur la nécessaire insertion de l'Amérique dans le marché mondial en formation. Ce clivage ne disparaît pas en 1787 : il est toujours présent quand les deux « systèmes » politiques de Jefferson et de Hamilton se cristallisent et finissent par donner naissance aux premiers partis américains⁴⁹.

Marc BELISSA,
Université de Nantes.

49. Voir HENDRICKSON et TUCKER, *The Empire of Liberty*, New York, Oxford University Press, 1990, et M.-J. ROSSIGNOL, *Le ferment nationaliste. Aux origines de la politique extérieure des États-Unis, 1789-1812*, Paris, Belin, 1994.